



Association pour le libre accès aux
rives des lacs et cours d'eau suisses

A la Municipalité,
Au Président du Conseil communal et
Aux membres du Conseil communal
Grand-Rue 38
1196 GLAND

Mies, 29 juin 2011

Mais pour quelles raisons nos élus empêchent-ils obstinément le public de jouir de son plus beau patrimoine – c.à.d. de ses rives publiques?

Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux,
Monsieur le Président du Conseil communal,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal,

Nous référant aux observations, commentaires, «réserves» et demandes concernant la mise à l'enquête publique du PPA «La Crique» et son règlement et de la délimitation de l'aire forestière comprise dans le périmètre de ce PPA, ainsi que la réalisation d'un cheminement riverain en continu sur votre rive communale, selon le SCHEMA DIRECTEUR de votre Plan directeur, que nous vous avons fait parvenir le 12 juillet 2007, c'est avec consternation que nous lisons dans le 24 heures du 25-26 juin 2011:

«... La Municipalité déclare avoir fait le maximum pour obtenir de passer le long des rives. Elle ne veut pas s'exposer à de longues procédures juridiques et à verser de lourdes indemnités aux propriétaires pour expropriation. En plus, Thierry Genoud, municipal en charge du dossier, avance que l'Etat prévoit d'étendre le périmètre de protection de la nature à l'endroit où devrait passer ce chemin. L'exécutif propose donc une alternative, plus loin des rives, qu'elle est parvenue à négocier avec les privés.»

Ces affirmations prouvent une méconnaissance du cadre légal applicable, volontaire ou non, et induisent la population en erreur. Nous sommes de l'opinion que les autorités sont pourtant tenues de délivrer à la population des informations objectives et conforme à la vérité.

En ce qui concerne les prétendues expropriations et procédures juridiques, la vérité est que les art. premier, 2. et 12. de la loi du Marchepied (LM) précisent très clairement l'obligation des riverains de céder ce passage libre d'obstacles sur une largeur de 2 m aux ayants droit - p.ex. les pêcheurs, services d'entretien de la rive et des secours d'urgence liés à la rive et au lac (catastrophes, détresses de navigateurs, nageurs, etc., sans limitation de durée ni indemnité !!! et diverses autres lois et jurisprudence confirment clairement que le public a également le droit d'usage du Marchepied.

C'est le lieu de rappeler que les dispositions cantonales précitées s'inscrivent dans le cadre du droit fédéral pertinent. L'article 664 alinéa 2 CCS et la jurisprudence y relative, disposent que les eaux et leur lit font partie du domaine public jusqu'à la limite des hautes eaux moyennes. Par ailleurs, l'art. 3 alinéa 2, lettre c) de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) prévoit qu'il convient de tenir libres les bords des lacs et des cours d'eau et de faciliter au public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci.

Même si le contenu du Plan directeur des rives n'est pas totalement satisfaisant et ne respectant pas entièrement le principe de la loi fédérale, et ne tenant pas compte de la loi du Marchepied, le PPA tel que adopté par le Conseil communal, vient encore péjorer la situation.

La vérité est aussi que les autorités de Gland, qui prévoient dans de brefs délais une population de plus de 14'000 habitants, «offre» toujours généreusement et depuis des décennies, à ses citoyens et citoyennes, une plage publique de 60 m, avec une possibilité de longer la rive de 4'090 m sur quelques centaines de mètres seulement.

Quant à l'argument d'une hypothétique future création d'une zone de protection aux endroits ciblés par le cheminement, nous constatons, une fois de plus, que la protection de l'environnement, objectif légitime, est de nouveau fort opportunément invoqué comme prétexte pour justifier le maintien des privilèges de quelques propriétaires riverains. On veut nous faire croire que le passage raisonnable du public à pied serait plus nuisible pour la nature que les transformations lourdes des rives – murs anti érosion, cordons d'enrochement, jetés, digues, ports privés, etc. (anciennes et futures), ainsi que toutes les activités nuisibles des riverains: bateaux à moteur, tondeuses, chiens de garde, illuminations de jardins, fêtes nocturnes, feux d'artifice, etc., etc. Il faut vraiment arrêter de prendre le public et les défenseurs de l'environnement pour des naïfs.

Pourquoi la cohabitation entre le public et la nature est brillamment possible ailleurs en Suisse, p.ex. autour du lac de Pfäffikon, mais pas au bord du lac Léman? Est-ce un problème de langage ou une affaire culturelle entre les promeneurs vaudois, voire glandois et les oiseaux d'eau?

Nous ne le pensons pas et nous avons des arguments.

A l'occasion de l'AG de l'Association des amis du bord du lac à Allaman, le 9 mai 2011, nous avons eu le plaisir de donner une présentation suivi d'un débat, auquel ont également assisté des adversaires à un passage riverain continu.

Constat très réjouissant: Ce sont les riverains eux-mêmes qui ont rétorqué aux adversaires: «les promeneurs sont très respectueux envers nous, la flore et la faune, ne laissent pour ainsi dire pas de déchets et ne font pas de bruit... Nous avons fait de vrais amis parmi ces promeneurs...».

L'employé communal d'Allaman confirme: «il y a surtout beaucoup de déchets apportés par le lac; et il y a peu de déchets dus aux promeneurs».

Autre constat très intéressant: Les riverains en question, certainement d'un niveau économique plus proche des promeneurs et de la majorité de la population, sont apparemment moins égoïstes que certains riverains hyper riches de Gland appartenant à la «high society» mondiale – ceci n'est cependant pas une raison valable pour confisquer au public son plus attrayant et ressourçant patrimoine.

Ne pensez-vous pas que les faveurs absolument indues accordées sans cesse aux aisés minoritaires, et bien trop rarement au public modeste majoritaire, est une politique à terme dangereuse?

Pour citer juste quelques exemples:

a) La construction du Golf de Gland, dans sa zone classée «sensible», a été autorisée en son temps en proclamant que cette décision rendra impossible la jouissance par le public du passage riverain...

b) Fort opportunément, la forêt attenant à la propriété Schumacher se trouve en bordure de l'arrêté de classement du 1.2.1989, pour mettre en échec le principe du libre accès prévu par la loi fédérale sur les forêts

c) La rive devant la propriété Schumacher protégée par un important mur anti érosion avec un grand ponton est grevée d'une servitude de passage public à pied et le canton lui a encore accordé récemment une concession pour construire un grand port privé sur le domaine public du lac pour 2 bateaux à moteur. Il jouit donc en totale exclusivité d'une grande surface du domaine public, et parallèlement il prive le peuple de son droit de longer sa rive sur le Marchepied légal. Et bizarrement, selon le canton, les oiseaux d'eau ne craignent pas les bateaux à moteur mais les promeneurs...

d) Selon nos derniers renseignements, les parcelles N° 919 et 921 ont été grevées de servitudes de passage public à pied N° 188'322 et 188'325 en échange de concessions d'eau autorisant le propriétaire de réaliser des travaux lourds sur le domaine public du lac (port privé, etc.). Ils restent d'ailleurs qu'env. 17, resp. 3 m sans servitude (ce qui est d'ailleurs contraire à la loi).

Enfin, conformément au respect du principe de la participation (article 4 de la LAT), il aurait été de loin préférable que les autorités, au lieu de «négocier» avec les seuls riverains du lac un tracé non conforme au droit, travaillent en concertation avec l'ensemble des parties concernées, par conséquent avec l'ensemble des citoyens et citoyennes pour mettre en œuvre des solutions respectant le cadre légal en vigueur.

Au vu de ce qui précède, nous sommes tout à fait d'accord avec les opposants au PPA de Gland pour affirmer que c'est «une arnaque complète» et que les autorités sont beaucoup trop complaisantes avec les riverains aisés aux exigences sans limites.

Ne pas laisser le public jouir de ces servitudes serait en fait plus qu'une «arnaque», ce serait une escroquerie envers la population. A quoi servent alors ces servitudes «en échange de concessions»?

«Rives Publiques» espère que le public lésé, non conscient de cette évolution préjudiciable, puisse prendre rapidement connaissance de ses droits sur cette partie du patrimoine que sont nos magnifiques rives, afin de pouvoir réagir et d'exiger de leurs autorités qu'elles fassent enfin respecter la volonté du législateur.

«Rives Publiques» et ses alliés useront de toutes leurs ressources, et avec détermination, pour mettre un terme à la privatisation illicite du patrimoine riverain.

Nous sommes à votre disposition pour une éventuelle présentation-débat à votre Municipalité et à votre Conseil communal concernant les lois et les faits et vous remercions d'avance pour l'intérêt que vous voudrez bien porter à ce courrier.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux, Monsieur le Président du Conseil communal, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal, à l'expression de nos sentiments distingués.

Victor von Wartburg, Président fondateur

Victor Ruffy, Vice-Président fondateur

Copie - Madame la Conseillère d'État, Jacqueline de Quattro
- Aux médias romands avec un communiqué